

été 2016

# HARZ-LABOUR

niverenn 12 — numéro 12

hañv 2016



# CONTRE LA VOLONTÉ DE SAVOIR

« Celui qui est étranger et est fait différemment peut se présenter comme étant parfaitement critique, objectif, neutre, purement scientifique et, grâce à de tels subterfuges, imposer sa façon étrangère d'apprécier les choses. Son objectivité est soit un subterfuge politique, soit l'absence totale de rapport avec la réalité et avec tout ce qui est essentiel. »  
Carl Schmitt, *La notion de politique*

L'expert est un étranger. Étranger à notre réalité, étranger à nos vies, étranger à nos luttes, c'est pourtant lui qui les commente, les décortique, les analyse. Omniprésent dans les colonnes de presse et sur les plateaux téléés, il fabrique l'information main dans la main avec les journalistes. Il « explique », « clarifie », « analyse » et ce faisant, il construit le monde que les médias décrivent. Et peu importe que ce monde n'existe pas, l'important est que le public y croie, que la sensation du réel soit assez crédible pour que ses effets se produisent. Ainsi, un crash d'avion devient en moins d'une heure un attentat terroriste dans la bouche des géopolitologues, anciens chefs du renseignement et spécialistes de l'aéronautique qui défilent sur les plateaux des chaînes d'information en continu. Et si, au fil des heures, cette construction s'effrite, ce n'est finalement pas très grave. La peur s'est infusée, distillée, les spectateurs ont pu prendre conscience de la prégnance de la menace. Car la peur appelle le besoin de sécurité, source de la légitimation libérale du pouvoir. La politique, c'est la discrimination de l'ami et de l'ennemi disait aussi Schmitt. En ça, l'information est politique en soi, il n'existe jamais de fait neutre. Toute actualité s'inscrit dans la nécessité de désigner les gentils et les méchants, le Bien et le Mal, le moral et l'immoral. Répondant à ce double impératif de désignation de l'ennemi et de distillation de la peur, il semble assez logique que la lutte contre la loi « travaille ! » n'ait accédé à la médiatisation que sous le prisme de sa « radicalité ».

Dans un grand moment d'unanimité médiatique, JT, chaînes d'infos en continu, quotidiens comme hebdomadaires, n'ont abordé la mobilisation que sous le prisme de la dénonciation de sa violence ; tentant même de siffler unilatéralement la fin de la récréation, des éditos rageurs de Ouest France « Violences à Rennes. Ça suffit ! », « Ouest France agressé, ça suffit ! » à Marianne qui titre « Ça suffit ... débloquez ! ». Avec l'entrée dans la danse des syndicalistes et les blocages économiques qui s'en sont suivis, on a vu le retour du vocabulaire de l'état d'urgence, de la dénonciation des « prises d'otages » à celle du « terrorisme » de la CGT dans un contexte de forte criminalisation du mouvement social, de militarisation des centres villes et d'une violence policière qui se fait toujours plus forte. Et le choix de se branler longuement sur la « radicalité » et la « radicalisation » de toutes les personnes engagées dans la lutte n'est pas plus neutre. Dans le contexte de l'état d'urgence, elle permet de justifier par une superbe tautologie l'existence même de l'état d'exception au fondement du pouvoir. Clairement, ici, le qualificatif de terroriste peut désormais s'appliquer à quiconque s'engage physiquement dans la lutte, sans que cette catégorisation fourre-tout ne soit jamais questionnée. Et clairement, si elle est posée dans l'espace médiatique, les récents procès, les perquisitions dans les locaux syndicaux, les mises en accusation de syndicalistes, les interdictions de manifestations et de centre-ville, les incarcérations de militants montrent bien qu'elle légitime la répression politique et judiciaire, comme lors de la Cop21.

Dans ce contexte sémantique, journalistes et experts débâtèrent comme toujours sur les « casseurs ». Les raisons qui jettent une foule multiple dans les rues, poussent des personnes hétérogènes à se tenir ensemble sous les assauts répétés de la police, à construire collectivement des formes d'action différentes, à créer de nouvelles formes de vie ne les intéressent pas. La rage qui peut unir des Kways noirs et des chasubles rouges est pudiquement voilée. Les journalistes sont bien conscients que la seule question qui intéresse le pouvoir est de savoir qui, individuellement et sociologiquement, se cache sous les foulards. Parce que savoir, c'est déjà contrôler. Si le travail de police passe avant tout par du fichage et de la surveillance, c'est bien parce que l'identification et le fichage des déviants est le premier moyen d'incorporer la norme dans les corps récalcitrants. Le travail d'étiquetage produit en parallèle par les médias vient compléter le dispositif. Et si l'investigation journalistique se contente de chercher à mettre des noms sur les visages anonymes qui se cachent sous les masques, c'est bien parce que l'information participe directement à l'exercice du pouvoir. En sélectionnant ce qui sera une information — une voiture brûlée lors d'une manifestation contre les violences policières — et ce qui ne le sera pas — un journaliste dans le coma après avoir reçu les éclats d'une grenade de désencerclement dans la tête — les médias dessinent les frontières de l'espace du dicible à un moment précis. Et ce mot qui ne veut rien dire, « casseurs », est une des plus belles illustrations de la circulation des catégorisations entre les champs médiatique, judiciaire et politique. Ce mot, nous ne l'entendons plus dans les manifestations, mais toujours dans la bouche de Ouest France, du préfet... et des sociologues qui choisissent de s'exprimer dans les médias. Ce mot ne qualifie rien, et en ne qualifiant rien, il permet de désigner l'ennemi à abattre pour le pouvoir. Ainsi, tout manifestant en possession d'un masque de plongée, toute manifestante refusant de dévoiler son visage aux regards inquisiteurs de la police peuvent être appréhendés comme des « casseurs », indépendamment de leurs actes. Car ce n'est pas tant ce que nous faisons qui pose problème, mais bien notre simple présence, notre détermination à occuper la rue, à être offensifs, inlassablement, ensemble. Parce que nous refusons d'agir en fonction de leurs regards auxquels nous ne cessons de nous soustraire, parce que nous imposons nos propres temporalités, nous ne les laissons pas nous définir. Alors, à défaut, le pouvoir nous criminalise en tentant de dépolitiser nos actes, justement parce qu'il ne saisit que trop bien le caractère profondément politique de nos révoltes.

C'est à ce moment de l'expertise que les sociologues font leur apparition. Contrairement à l'expert médiatique, expert parce que médiatisé, médiatisé parce qu'expert, et à l'expert de « terrain »,

bien souvent ancien flic du renseignement, le sociologue assoit toute sa légitimité sur ses titres académiques. Ses propos semblent plus fiables, marqués du sceau de l'objectivité et de la scientificité. Ils n'en sont que plus nuisibles. Se prétendant à la marge des espaces médiatique et politique, des universitaires interviennent pourtant dans les deux avec une assiduité suspecte. Les sociologues, ou les analystes des politiques publiques se découvrant une soudaine passion pour la sociologie des mouvements sociaux s'invitent dans la discussion, n'hésitant pas à répondre à la question fantasmagorique de Ouest France : « qui sont les casseurs ? ». Leur expertise consiste uniquement en une reprise des articles du torchon local, tant leur méconnaissance du sujet est grande. Se tenant en marge des manifestations, extérieurs aux luttes, adoptant la posture de surplomb qu'ils nomment « objectivité », ils sont étrangers à notre réalité et étrangers à nous-mêmes. Et quand leurs enquêtes les amènent à nous fréquenter de trop près, ils se tiennent hors de toute solidarité, hors de tous liens, refusant toute implication dans nos combats.

Et ce n'est pas un hasard si la seule chose que des sociologues nantais trouvent à dire, c'est « on est allé dans les manifs, ils n'ont pas l'air méchant », tant l'ignorance de la sociologie pour ce qui n'entre pas dans ses catégories de pensée est grande. Car il s'agit bien de catégories ici, et de l'impuissance des chercheurs à catégoriser ceux qui refusent d'entrer dans les petites cases du sociologisme. La création de catégories sociales bien homogènes est une des premières tâches du travail sociologique et est au fondement de la constitution de la discipline. Et peu importe si cette société bien ordonnée où chacun est bien rangé à sa place dans son groupe social, outre que sa description semble aussi chiant que la lecture de Durkheim, ne correspond plus à aucune réalité dans un monde où toutes les solidarités sont attaquées, où on individualise pour mieux séparer. Le sociologue est aussi là pour construire la réalité sociale en fonction de sa grille de lecture du monde. Là où nous pensons nos multitudes pour mieux les faire se rencontrer, là où nous expérimentons la vie, les sociologues pensent le semblable, l'uniforme, la norme, le morne. Difficile pour ceux dont le métier consiste à faire entrer chacun dans un groupe homogène de trouver le point commun entre l'étudiante qui dessine sur les murs sa joie de vivre la grève, le lascar qui exprime à coups de pavés sa haine de la police, la précaire saisie par l'ambiance festive de l'émeute qui décide de dissimuler son visage pour vivre pleinement l'instant et le manifestant qui vient hurler sa colère après s'être fait estropier.

Et ce n'est pas non plus un hasard si les sociologues ne comprennent rien à ce qu'il se passe, tant leur reprise des catégories médiatiques, policières et administratives les empêche

de penser le réel, tant leur prétendue objectivité scientifique les empêche de sentir la vie qui traverse ces formes de révoltes. Qu'ils ne comprennent rien, au pire, on s'en fout, au mieux, on ne peut que s'en réjouir. Parce que nous sommes les ennemis désignés du moment et que le dévoilement de nos vies nous met tous en danger. Plus grave encore est ce besoin pathétique d'épancher leur incompetence dans les médias quand nos amis dorment en prison. Le fait que les sociologues préfèrent observer le monde sans jamais le vivre ne peut au mieux que nous inspirer de l'indifférence. Mais quand « la volonté de savoir » sans savoir, de connaître sans vivre, d'être là sans participer, participe à la consolidation, sous le double sceau de l'objectivité et de la neutralité axiologique, de figures dangereuses qu'il est nécessaire de réprimer, d'enfermer, alors le travail sociologique devient criminel. Quand on analyse sans comprendre, quand la science permet de s'affranchir de toute forme d'éthique, le travail sociologique devient opération de maintien de l'ordre. Quand les sociologues surexploitent des « terrains » sans s'attacher aux conséquences de leur présence, des populations deviennent objets d'étude pour l'ensemble de la société. Et c'est peut-être avec les musulmans, et surtout avec les femmes voilées, que le pire a été atteint. Avant que les « casseurs » ne deviennent le bouc-émissaire d'actualité, il ne se passait pas un jour sans que paraisse un article sur le voile, sur « qui » le porte, pourquoi, comment... Chacun voit très bien ce que la surexploitation sociologique et médiatique produit comme stigmates et comme dépossession de soi quand chaque passant croisé s'autorise à considérer autrui comme un objet sociologique, quand son corps est constamment soumis à l'analyse publique. Pourtant, d'autres sociologues, minoritaires dans les champs universitaire et médiatique, s'attachent à démont(r)er les mécanismes du pouvoir plutôt qu'à réifier les identités sociales, à comprendre comment fonctionne la stigmatisation plutôt que chercher à identifier qui sont les marginaux, et peuvent dès lors devenir nos complices dans les luttes au sein desquelles ils renoncent à toute posture scientifique. Quand ils luttent à nos côtés, ils renoncent à produire tout savoir sur nous pour n'être que des visages anonymes parmi les autres. La sociologie n'est qu'une technique du savoir parmi les autres, et comme toutes les techniques, elle n'est pas neutre. La considérer comme une fin en soi revient à se laisser asservir par elle. Et quand la prétendue objectivité scientifique en vient à glorifier les techniques policières allemandes et les arrestations par centaines, comme dans un article récent de *La Vie des Idées*, la prétendue neutralité axiologique devient une manière de réaffirmer la nécessité d'un maintien de l'ordre quand nous travaillons au désordre. La volonté d'identifier, de définir, de déterminer et d'enfermer dans des schémas figés tous les marginaux de ce monde devient un travail de flics, dont nous payons trop lourdement les conséquences.

Que les étudiants, apprentis sociologues, comprennent que la volonté de savoir n'est jamais neutre, que la scientificité n'est pas une éthique. Qu'ils comprennent aussi que les enseignants qui nous soutiennent sont parmi nous et n'écrivent pas sur nous, si ce n'est pour nous défendre quand nous sommes mutilés, inculpés, incarcérés. Et que, quand les profs, si sympas soient-ils, posent des questions de flics sous prétexte de volonté de comprendre, la seule bonne réponse à apporter est, comme à un flic, « je n'ai rien à déclarer ».

Que les enseignants assument donc qu'à chacune de leurs saillies dans les tribunaux médiatiques de 20 Minutes ou du Figaro, ils légitiment le travail des juges, et la criminalisation de nos pratiques. Qu'ils assument que chacun de leurs crachats peut mettre en danger chacun d'entre nous quand ils tentent de participer à notre identification au nom de la Science. Qu'ils assument enfin que sous leur objectivité se cache la conservation de la norme dominante et leur effarement face à ce monde qui s'effondre.

## LES SOCIOLOGUES PENSENT LE SEMBLABLE, L'UNIFORME, LA NORME, LE MORNE.



## « EN ÇA, L'INFORMATION EST POLITIQUE EN SOI, IL N'EXISTE JAMAIS DE FAIT NEUTRE. »



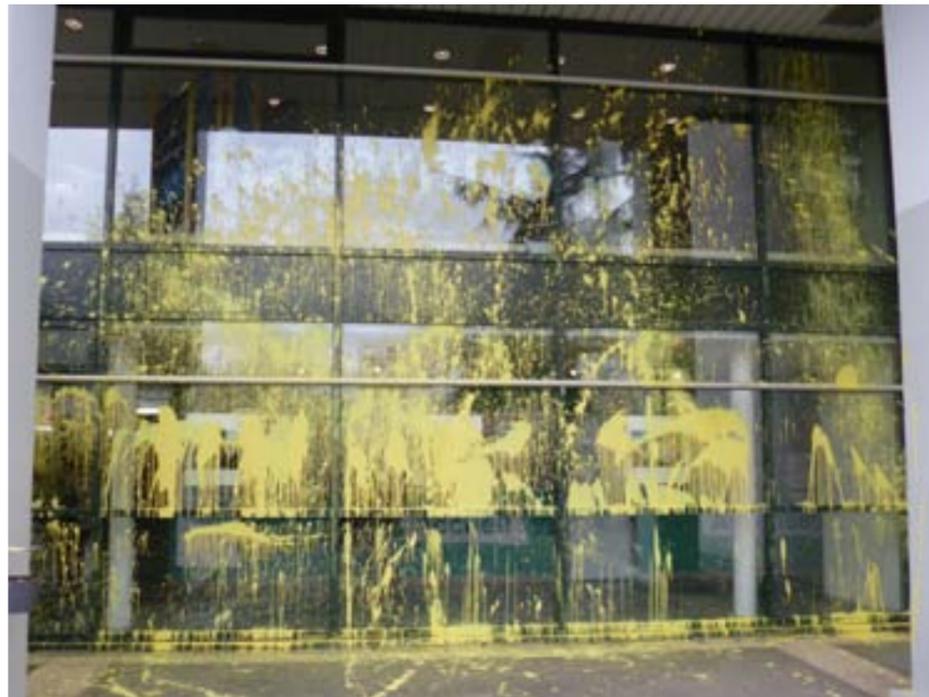
*LBD40,*  
peinture sur lieu de mutilation,  
dimensions variables,  
14 mai 2016,  
Rennes



*sans titre,*  
installation fumigène,  
dimensions variables,  
28 avril 2016,  
Rennes



*installation n°18,*  
poubelles, barrières, planches,  
dimensions variables,  
29 mai 2016,  
Rennes



*Le jaune vous va si bien,*  
peinture sur vitrine d'administration  
dimensions variables,  
21 avril 2016,  
Rennes



*Ne pas avaler,*  
peinture sur locaux de presse,  
dimensions variables,  
26 mai 2016,  
Rennes



*installation n°27,*  
poubelles, barrières, planches, débris divers,  
dimensions variables,  
29 mai 2016,  
Rennes



*Bloquer, stopper la machine.*  
affiche,  
60x40 cm,  
28 mai 2016,  
Rennes



*Demain s'ouvre au pied-de-biche,*  
affiche,  
60x40 cm,  
28 mai 2016,  
Rennes

Un procureur qui s'étonne que des retraités ou des personnes hautement diplômées participent aux débordements. Un journaliste qui ne comprend pas que des manifestants « qui ont pourtant des choses à dire » se méfient des médias. Ou encore un professeur de sociologie qui questionne ses étudiants pour savoir « qui sont les radicaux et les casseurs », sans prendre conscience de la nature policière de sa question ni du caractère périmé de ses catégories... Au fur et à mesure de ces quatre mois, dont l'avenir nous dira s'il s'agissait d'un mouvement social ou du début d'un soulèvement, le fossé n'a fait que s'accroître entre ceux qui vivent la lutte et ceux qui croient pouvoir la décrire.

Pour de nombreuses personnes côtoyées dans la lutte contre la loi travail, il semble dorénavant clair que la vérité n'est pas dans les tribunaux ni dans les journaux, mais qu'elle est à trouver dans l'expérience sensible d'un événement vécu collectivement. Tout aussi évident est le fait que, face aux charges de flics et aux jets de grenades, nous n'avons pu tenir que par la densité des liens et des amitiés dont les dimensions éthiques et politiques discréditent ceux qui n'y voient que la défense d'intérêts catégoriels.

C'est pourquoi, au fur et à mesure des déambulations des cortèges de tête massifs et bariolés, face aux solidarités et la création d'un commun brouillant les identités, les journalistes, sociologues ou agents du renseignement ont rivalisé de perfidie dans l'élaboration de dénominations toutes plus absurdes les unes que les autres, la palme revenant sans doute à la DGSJ qui nous informait qu'il y aurait aussi « des émeutiers parmi les casseurs ». S'il serait déraisonnable de s'indigner des élucubrations de ceux qui sont payés pour médire, mentir ou ne rien dire, il convient d'observer que si autant d'énergie a été dépensée pour capturer des identités supposément présentes à l'intérieur d'une forme collective, c'est précisément parce qu'au fur et à mesure du mouvement, les composantes des occupations, manifs sauvages et autre cortèges de tête ont été de plus en plus inassignables.

Alors qu'il semble logique en Occident de considérer que la recherche d'une vérité consiste avant tout à dire la vérité sur ce que l'on est, les pans les plus déterminés comme les plus rejoignables du mouvement sont restés génériques, quelconques, et sans capture identitaire possible, insistant sur ce qui liait les êtres entre eux dans une commune détermination. C'est pourquoi, lorsque nous parlions à des journalistes, nous parlions le plus souvent contre les journalistes, insistant sur ce qui avait lieu, alors que nos interlocuteurs avaient pour seule préoccupation de savoir « qui était là ».

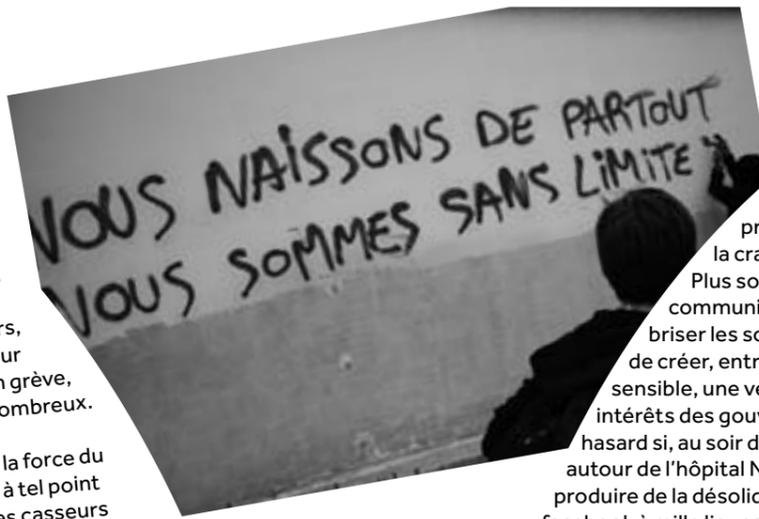
Nous n'oublions pas que ce qui rend possible le fait de gouverner est que les corps adhèrent à leurs qualités supposées, c'est-à-dire que chacun se reconnaisse dans ce qu'il est, dans sa propre différence et donc dans la place qui lui est octroyée. Face à un pouvoir souhaitant que chacun se conforme à une identité particulière (bien plus qu'à une loi commune, contrairement à ce qui est prétendu), les débordements ont consisté à agréger des réalités que les assignations visaient à

maintenir séparées. Qu'il s'agisse de membres de la CGT défilant dans le cortège de tête plutôt que derrière le camion de leur syndicat, de syndicalistes préférant suivre le départ en manif sauvage plutôt que de rester sur une place à écouter les discours, de quelques professeurs d'université arrêtant de séparer les actes et les discours, ou d'étudiants renonçant aux révisions pour aller bloquer des voies avec les routiers en grève, les dépassements des identités ont été nombreux.

Corollaire de son caractère inassignable, la force du cortège de tête fut bien sûr sa solidarité, à tel point que les injonctions à « se désolidariser des casseurs pour mieux les identifier », comme les accusations de « complicité de la part de certains syndicalistes » sont devenues récurrentes. Les gouvernants semblent angoissés à l'idée que lorsque des manifestants taguent, que d'autres font reculer la police, soignent les blessés, tiennent des banderoles, cassent, applaudissent ou chantent, il ne s'agit pas de clivages entre différentes formes de lutte, ni d'une division du travail, mais de différentes manières d'être présents dans une lutte commune. S'il y a un clivage à trouver au sein du mouvement, il n'est donc pas dans les pratiques, ni entre les syndiqués et les non syndiqués, pas plus qu'entre ceux qui se masquent et ceux qui restent à visages découverts, mais entre ceux qui vivent et assument pleinement la lutte et ceux prêts à se dissocier dès qu'injonction leur en est faite : entre d'une part, un conseiller municipal ou une porte parole de la CNE affirmant face à des journalistes de BFM TV qu'ils ne se désolidariseront d'aucun manifestant et se borneront à condamner la violence de la police, et, d'autre part, quelques manifestants prêts à balancer des noms de « casseurs » pour se faire mousser sur facebook ou sortir d'une garde à vue sans être objets de poursuites.

Si l'on saisit toujours le monde par des intermédiaires, et si ce qu'on dit d'un événement est toujours un rapport de force entre différents intermédiaires, la solidarité des cortèges et les subjectivités créées dans la lutte réussissent parfois à mettre en échec la représentation. *A priori*, puisque la représentation colle au réel et aux événements, elle semble peu à même de saisir l'expérience subjective de la solidarité. Pourtant, si nous sommes si nombreux, parmi les manifestants, à regarder les vidéos de Taranis News tournées dans des manifestations où nous n'étions pas, c'est bien parce que nous devinons, et parfois éprouvons, la solidarité et le sentiment de force traversant les corps anonymes que la caméra nous donne à voir. Alors qu'une personne se tenant à distance de la lutte ne verrait que les vitres brisées, la peinture sur les murs et la foule au milieu des gaz lacrymogènes, nous observons la solidarité et la manière dont les gens se tiennent ensemble, jusqu'à ce que nous soyons rassurés quand la caméra montre une arrestation évitée, pour finalement nous esclaffer lorsqu'un flic trébuche et qu'un camarade peut s'enfuir.

S'il n'y avait pas eu de solidarités, d'amitiés, de force commune, la masse des manifestants n'aurait rien été de plus que la mise en commun des solitudes contemporaines, une foule plutôt qu'un cortège. Le tropisme du pouvoir pour les fan zones, les nasses, les contrôles avant les manifestations ou les



rassemblements statiques et encadrés montre qu'il n'accepte les collectifs que comme des foules à gérer, de préférence après y avoir répandu la crainte et brisé les solidarités. Plus sophistiquées, les opérations de communication ont aussi pour but de briser les solidarités, après avoir pris soin de créer, entre l'événement et son expérience sensible, une vérité qui soit conforme aux intérêts des gouvernants. Ce n'est donc pas un hasard si, au soir du 14 juin, le tapage médiatique autour de l'hôpital Necker, dont le seul but était de produire de la désolidarisation, ainsi que les débats facebook à mille lieues de ce que nous avons ressenti et expérimenté dans la rue, nous ont fait nous sentir impuissants. À l'inverse, à d'autres moments, lorsque le mouvement a su imposer sa temporalité et que nous avons pris des lieux pour nous retrouver, débattre et vivre ensemble, la vérité n'était plus celle des opérations de communication, des flux d'information, mais celle du mouvement réel qui avait réenchanté l'université ou le centre ville de Rennes. C'est donc cette force collective, cette constitution d'un camp, qu'il s'agira de faire perdurer dans les mois qui viennent. Nous l'appelons *forme-de-vie*.

Nous savons que la vie n'est l'enjeu de la gouvernementalité que pour être divisée (entre vie végétative et vie sensible, vie professionnelle et vie sociale, vie militante et ... vie des institutions), gérée, contrôlée et emprisonnée. À l'opposé de cette vision, nous avons politisé nos amitiés, mis de l'éthique dans nos actes politiques et créé des agencements où chacun se sentait, au contact de l'événement et près de ses camarades, affecté par une attraction, un goût qu'il n'avait peut-être jamais éprouvé. N'en déplaise à ceux qui nous interviewent, nos formes-de-vie ne se rapportent donc pas à ce que nous sommes, mais à comment nous sommes ce que nous sommes. C'est à dire, pour le cas présent, à comment nous pouvons dépasser les conditions sociales où nous nous trouvons vivre, comment mettre à leur place des désaccords qui ne doivent pas nous séparer, et comment la lutte peut, dès à présent, changer le réel.

Conscient de la création de cette force, et prenant à sa juste mesure le fait que de nombreuses personnes ont suffisamment de respect pour elles même pour ne rien pardonner à la police et au gouvernement, le PS a annoncé que son université d'été, qui devait se tenir à Nantes à la fin du mois d'août, était annulée. Son remplacement par diverses réunions dans différentes villes de l'hexagone nous semble un excellent prétexte pour organiser un championnat national de sabotage de la rentrée du PS, ainsi qu'une superbe occasion de commencer la campagne présidentielle en fanfare.

Tout en étant nécessaires, les manifestations épisodiques comme les émeutes éphémères ne sont pas suffisantes. Il nous faudra continuer à discuter, partager et nous rendre accessibles à tous ceux près à rejoindre la lutte. Le fait que la rentrée universitaire à Rennes 2 commencera par une Semaine de lutte et non par les habituelles campagnes de recrutement des organisations politiques et syndicales est un excellent signal. De plus, pour que le tissu d'amitiés politiques déjà présent se renforce et s'étende,

la lutte contre le monde qui a engendré la loi travail doit être articulée à la défense d'une autre manière de vivre, ici et maintenant. Ce qu'il se passe à Notre-Dames-des-Landes depuis 2012 doit nous inspirer. En effet, la résistance à Notre-Dame-des-Landes n'a jamais faibli car elle a su partir d'un « Non » à l'aéroport pour que la Zad devienne une terre où se développent d'autres manières de vivre. Les moments vécus entre nouveaux occupants et anciens habitants à construire des cabanes, cultiver des terres, partager des savoirs faire et à discuter ardemment en assemblée ou autour d'un verre ont rendu possible de s'organiser sans les formes partout désavouées de la politique classique, ni les contraintes de l'économie. Et, à observer comment l'occupation de la Maison du peuple a pu en l'espace de quelques jours changer l'ambiance dans le centre ville de Rennes, il n'y a aucune raison de considérer que ce qui est possible à Notre-Dames-des-Landes ne serait pas possible ailleurs. C'est bien sûr cela que le pouvoir veut abattre en menaçant d'expulser la Zad, et c'est aussi cela qu'il nous faudra défendre ensemble.

« N'EN DÉPLAISE À CEUX QUI NOUS INTERVIEWENT, NOS FORMES-DE-VIE NE SE RAPPORTENT DONC PAS À CE QUE NOUS SOMMES, MAIS À COMMENT NOUS SOMMES CE QUE NOUS SOMMES. »

À l'heure où nous bouclons, nous apprenons qu'un appel à projet de recherches en sciences humaines a été lancé par la Fondation Maison des Sciences de l'Homme et l'Université Sorbonne Paris Cité pour « encourager la recherche en SHS [Sciences Humaines et Sociales] à apporter son éclairage en profondeur en s'appuyant sur l'actualité des mouvements sociaux ». Ça serait presque drôle au regard de ce numéro, si 8 projets n'avaient pas été financés, dont un à Rennes, intitulé « Mouvements contestataires rennais : nouvelles formes, nouveaux espaces ? La Nuit Debout rennaise en contexte » sur lequel travaille une équipe de chercheurs des universités rennaises. L'enquête sociologique semble bien venir compléter à la fois les délires médiatiques et les enquêtes policières pour « associations de malfaiteurs »...

(presque) tout est dispo sur le net :  
- <http://www.fmsh.fr/fr/c/8682>  
- <http://www.fmsh.fr/fr/c/8825>

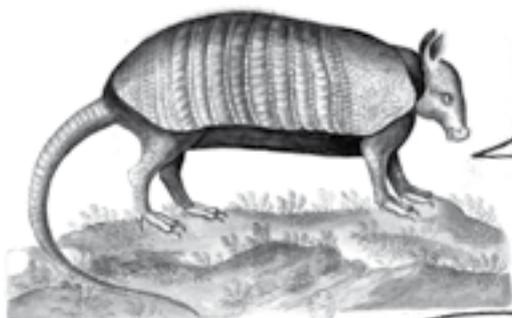


Il y avait ceux qui disaient « convergence des luttes » pour un nous à venir

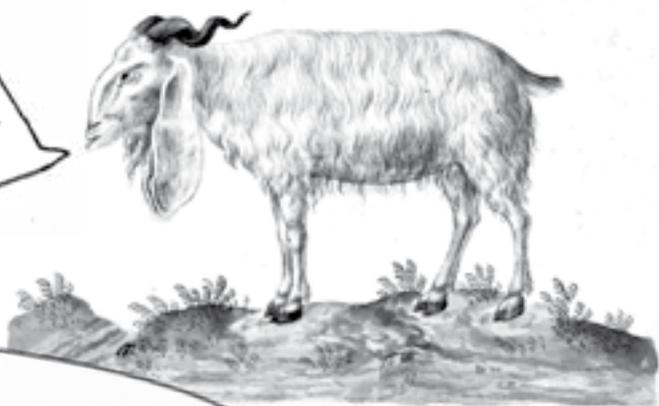
Il y avait ceux qui disaient « eux » pour parler de nous.



Il y avait ceux qui disaient « vous » pour parler de nous.



Il y avait ceux qui disaient « nous » pour parler de nous.



Il y avait tellement de manière de dire le même moment.

